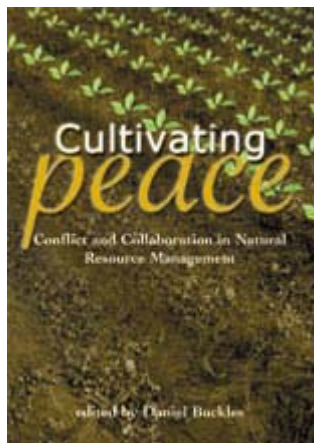


Perspective...

Cultiver la paix : du conflit à la collaboration dans la gestion des ressources naturelles



2001-01-05

IDRC Communications

Les conflits au sujet des ressources naturelles comme les terres, l'eau et les forêts sont monnaie courante aujourd'hui comme ils le sont depuis des siècles. Qu'il s'agisse d'un différend entre paysans voisins ou d'un débat international sur le partage de ressources telles qu'une voie navigable, les gens se disputent les ressources naturelles dont ils ont besoin pour maintenir ou améliorer leur qualité de vie. D'aucuns estiment même que les conflits sont *une caractéristique normale de la gestion des ressources naturelles*, affirme Jacqueline Ashby, directrice de la recherche au [Centre international d'agriculture tropicale](#) (CIAT). Le conflit peut prendre la forme d'une simple querelle verbale ou il peut dégénérer en une guerre sanglante.

Si la portée, les degrés et l'intensité des conflits varient considérablement, il en va de même des possibilités de les résoudre. Dans bien des cas, lorsqu'une ressource naturelle donnée est au coeur d'un différend, les solutions se trouvent de plus en plus dans une nouvelle pratique et sphère de recherche : la [gestion communautaire des ressources naturelles](#) (GCRN).

Une démarche créatrice

La GCRN peut être décrite comme une démarche créatrice qui allie l'apprentissage adaptatif à l'action mettant à contribution des gens et des organisations qui partagent et utilisent une même ressource naturelle. Cette démarche diffère des politiques et de la recherche traditionnelles en ce qu'elle favorise la participation des villageois, hommes et femmes, à la gestion des ressources naturelles. Il s'agit le plus souvent des plus pauvres parmi les pauvres du monde rural ou de minorités ethniques politiquement et économiquement laissées pour compte. La GCRN reconnaît que ces hommes et ces femmes ont une connaissance intime des ressources locales et ont intérêt à les protéger s'ils sont assurés de pouvoir en profiter.

Nous ne cherchons pas uniquement, par cette démarche, à assurer la durabilité des ressources naturelles, mais à veiller à ce que les collectivités qui en dépendent puissent y avoir accès et les utiliser de manière plus équitable, fait valoir Jacqueline Chenier, coordonnatrice nationale de Pastoral de la Tierra y del Medio Ambiente, qui relève de Caritas au Honduras.

Les sources de conflit

De nombreuses raisons sont à l'origine des conflits sur les ressources naturelles. Une seule suffit, mais souvent il y en a plusieurs à la fois. Chose certaine, tout part du fait que les ressources naturelles font partie intégrante de l'environnement où les actions d'un groupe peuvent avoir des conséquences insoupçonnées, sur place, ailleurs ou sur une autre ressource.

Intentionnellement ou non, d'aucuns peuvent utiliser ces ressources de façons qui compromettent les moyens de subsistance d'autres personnes. Au Nicaragua, par exemple, des conflits sont survenus parce que l'utilisation des eaux de la rivière Calico pour l'irrigation en amont a privé d'eau potable les collectivités vivant en aval. Dans les Philippines, la croissance débridée de la pisciculture dans le canal Caquiputan a entraîné une pollution de l'eau assez grave pour que toutes les pêcheries de la région en souffrent. Qui plus est, les cages qui y ont été installées réduisent la surface des eaux navigables sur lesquelles comptent ceux qui pratiquent la pêche de subsistance, accroissant d'autant les inégalités entre les différents groupes de la population.

Des facteurs politiques entrent aussi en jeu. Comme dans d'autres domaines, les gens qui ont plus facilement accès au pouvoir sont plus en mesure de contrôler ou d'influencer en leur faveur les décisions relatives à la gestion des ressources naturelles. C'est ce qui s'est produit à Copán, au Honduras, où les Chortis ont été dépouillés de leurs terres ancestrales par de riches propriétaires terriens (voir l'encadré [Le cycle des conflits](#)). Au Soudan, les *Jellaba* (propriétaires forains dont plusieurs sont aussi marchands, fonctionnaires ou généraux à la retraite) se sont servis de leurs contacts à la Banque nationale de crédit agricole pour diriger les fonds des organismes internationaux destinés à la mécanisation agricole sur leurs exploitations dans les montagnes de Nuba. Le gouvernement en place a également aidé à détourner l'attention et à consolider la mainmise qu'exercent les *Jellaba* sur les meilleures terres de la région en alimentant les vieilles rivalités entre les nomades arabes venus du nord (appartenant au peuple Baggara) et les Nubas du Sud-Soudan. Les facteurs politiques interviennent également quand l'État a intérêt à veiller au bien collectif comme dans le cas de la préservation des ressources ou lorsqu'il s'agit de cultiver une alliance politique dont il a besoin pour rester au pouvoir.

Une multitude de facteurs

La lutte des classes peut aussi être à l'origine d'un conflit, opposant ceux qui possèdent des ressources à ceux qui ne possèdent rien mais dont le travail permet de rentabiliser ces ressources. La pénurie de ressources — causée par la rapide transformation de l'environnement, l'accroissement de la demande ou une répartition inégale des ressources — peut aussi déclencher des hostilités.

Les facteurs sociaux et culturels ne sont pas étrangers aux conflits. L'accès aux ressources naturelles, leur utilisation et la perception que les gens en ont varient selon les classes sociales, le sexe, l'origine ethnique et l'âge, entre autres choses, explique Chenier. *Ainsi, les gens pauvres du Honduras utilisent les produits de la forêt pour se chauffer, se procurer de l'eau, comme matériaux de construction ou à des fins médicinales, tandis que les gens d'affaires voient en la forêt une importante source d'argent qui peut être investi dans d'autres biens et services marchands.* Les dimensions sexospécifiques, l'âge, l'origine ethnique — des facteurs souvent ignorés — entrent également en ligne de compte.

Les conflits violents

L'intensité d'un conflit, tout comme ses causes, peut varier. Cela peut aller d'un climat de confusion et de frustration au sein d'une collectivité, créé par un manque de communication sur les politiques

de développement, à de violents affrontements collectifs qui entraînent le chaos et, partant, un horrible gaspillage de ressources humaines outre l'épuisement des ressources naturelles mêmes dont dépendent les gens, les économies et les sociétés.

Pour la majorité des gens, les conflits — les conflits violents, en particulier — sont à éviter. Toutefois, les spécialistes en la matière constatent qu'ils peuvent avoir un rôle positif à jouer. De fait, écrivent Kenneth Bush et Robert Opp dans *Cultiver la paix : Conflits et collaboration dans la gestion des ressources naturelles*, récemment édité par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), *le développement est en soi conflictuel, déstabilisant et subversif parce qu'il remet en question les structures économiques, sociales ou politiques établies, et empêche ainsi les gens et les groupes d'atteindre leur plein potentiel.*

Les catalyseurs du changement

Les conflits peuvent avoir beaucoup de répercussions négatives, mais ils peuvent aussi être des catalyseurs de changements sociaux fort positifs, affirme Daniel Buckles, administrateur principal de programme au CRDI et éditeur de la rédaction de *Cultiver la paix* (voir l'encadré [Conflits : mythes et réalités](#)). Dans un cadre non violent, les conflits peuvent être une manifestation tangible de l'adaptation d'une société à un nouveau milieu politique, économique ou physique. Pour les groupes marginalisés qui cherchent à redresser les torts en prônant une nouvelle répartition des ressources, le conflit fait partie intégrante de leur lutte et peut leur donner l'impulsion dont ils ont besoin pour faire valoir leurs droits. Dans la vallée de Copán au Honduras, par exemple, le conflit a été le coup de pouce nécessaire pour que s'amorcent des négociations entre les Chortis, le gouvernement et les gros propriétaires terriens. De même, aux îles Galapagos, la menace du kidnapping des touristes étrangers proférée par les pêcheurs insulaires a fait la une des journaux partout dans le monde et forcé le gouvernement équatorien à tenir compte des groupes locaux et à leur donner le pouvoir d'établir leurs propres objectifs pour l'utilisation durable des ressources dans le parc national.

Bien que les confrontations puissent dégénérer en violence, il peut être tout aussi dangereux d'éviter toute forme de conflit parce que des problèmes non résolus peuvent donner lieu à de nouvelles flambées souvent plus intenses. *L'essentiel*, poursuit Buckles, *n'est pas tant de résoudre le conflit, puisqu'il n'est peut-être pas possible d'y parvenir, mais de le gérer de façon à ce qu'il incite au changement plutôt que de mener à la violence.* La gestion des conflits peut, de fait, offrir de meilleures chances de rétablir une paix réelle et durable.

Règlement extrajudiciaire des différends

Les principes sous-jacents à la gestion des conflits s'inspirent largement des expériences nord-américaines dans le règlement extrajudiciaire des différends, lequel repose sur diverses approches coopératives comme la conciliation, la négociation et la médiation. Ce type de règlement cherche des solutions qui satisfont toutes les parties en se centrant sur le problème à résoudre (non sur les opposants) et en faisant prendre conscience aux intervenants de leur dépendance.

Les techniques du règlement à l'amiable dépendent toutefois de conditions culturelles et juridiques qui ne sont pas toujours réunies, comme la volonté de reconnaître publiquement l'existence d'un conflit, et le soutien administratif et financier pour négocier en vue de trouver une solution. Elles dépendent également de la participation volontaire de toutes les parties, condition qu'il n'est pas facile d'obtenir lorsque le conflit est particulièrement âpre et qu'il se caractérise par un très fort déséquilibre des forces en présence.

Les règlements

S'il n'y a pas une seule formule valable pour régler un conflit, il existe de nombreux « règlements » auxquels les spécialistes de la GCRN font appel. *Il faut bien examiner le contexte qui entoure le conflit afin de pouvoir y réagir globalement. Il ne suffit pas de considérer le problème des ressources à l'origine du conflit, il faut analyser la situation dans laquelle se manifeste ce problème*, déclare Tara Goetze, candidate au doctorat à l'Université McMaster qui étudie le rapport entre la GCRN et les politiques de développement en Amérique latine et dans les Caraïbes. *Souvent, cela veut dire aussi qu'il faut bien comprendre les multiples facteurs aux multiples facettes qui influent sur la gestion d'une ressource en particulier.*

Voici d'autres pratiques clés de la gestion des conflits :

- identifier et reconnaître, par une analyse des intervenants, tous les groupes ayant des intérêts légitimes dans les ressources à l'origine du conflit;
- renforcer les capacités des groupes laissés pour compte ou plus faibles afin qu'ils puissent faire valoir leurs intérêts et prendre part aux négociations;
- sensibiliser le public sur les questions en litige afin de permettre aux divers intervenants d'assouplir leur position avant qu'il ne soit trop tard;
- par une approche pragmatique et empirique, trouver le juste milieu entre les stratégies locales et extérieures, et déterminer les tribunes les plus appropriées pour la médiation des conflits et la négociation de nouveaux arrangements;
- produire et diffuser une information crédible et détaillée afin de mettre au jour des conflits qui couvaient;
- inciter les gouvernements à adopter des politiques et des cadres législatifs qui puissent s'adapter aux modes de la gouvernance locale et amener des groupes qui en avaient été exclus à participer à la prise de décisions.

Un climat de confiance

Lorsqu'on entreprend des négociations, il est essentiel de créer un climat de confiance. Les parties dominantes dans un conflit (principalement les gouvernements et les corporations) peuvent se sentir menacées par cette exigence puisqu'elle peut les forcer à desserrer leur contrôle lors des prises de décisions.

Il est aussi important de décider qui prendra part aux négociations et dans quelle mesure. *Il importe particulièrement que les intervenants préoccupés par les effets, sur place et éloignés, de l'utilisation des ressources participent à l'élaboration des solutions*, fait valoir Jacqueline Ashby. Il arrive toutefois que les rapports de forces ou les intérêts fondamentaux des parties soient tels qu'il soit impossible de concilier toutes les différences. Dans le litige entourant la pêche et la délimitation des frontières du parc national aux îles Galapagos, par exemple, le médiateur indépendant a exclu des négociations les pêcheurs commerciaux du continent, surtout parce qu'il estimait leurs activités incompatibles avec les objectifs de la conservation.

Gagner du terrain

Certes, la gestion communautaire des ressources naturelles n'est pas une panacée, mais ces dernières années elle a gagné du terrain partout dans le monde. Les donateurs, les gouvernements et les organisations non gouvernementales se sont tournés vers la GCRN pour atteindre divers objectifs, notamment la consolidation de la paix, l'atténuation de la pauvreté et la protection de la biodiversité.

La GCRN n'est pas applicable seulement dans le monde en développement. Ainsi, en Colombie-Britannique, au Canada, la tribu Nuu-chah-nulth des Premières nations, a lancé une campagne très réussie incitant à la désobéissance civile et notamment au boycott international du bois d'œuvre britanno-colombien. Ils voulaient avoir voix au chapitre quant à la gestion de leurs ressources naturelles et de leurs terres ancestrales. Réticents de prime abord, le gouvernement et les représentants de l'industrie forestière se sont rendus à la table de négociations. Il en est résulté un accord, qui créa un précédent, conclu entre les Autochtones, le gouvernement provincial et l'industrie pour la cogestion du très lucratif peuplement de cèdres de la baie Clayoquot. L'expérience canadienne en matière de cogestion a inspiré une autre entente du genre dans le parc national Cahuita au Costa Rica (voir l'encadré : [L'intervention du CRDI](#)).

Les capacités locales

L'expérience montre que, pour progresser, la gestion des conflits doit donner aux populations locales les moyens d'évaluer les intérêts des diverses parties et de mettre en oeuvre, dans leurs collectivités, des solutions créatives — bref, il faut que les instances nationales affermissent l'appui qu'elles prêtent à la gouvernance locale.

Renseignements :

Daniel Buckles, administrateur principal de programme, CRDI, 250, rue Albert, BP 8500, Ottawa (Ontario), Canada K1G 3H9; tél. : (613) 236-6163, poste 2358; téléc.: (613) 567-7749; courriel : dbuckles@idrc.ca

Des liens à explorer ...

[Version espagnole de cet article](#)

Encadré : [Le cycle des conflits : le cas de Copán](#)

Encadré : [Conflits : mythes et réalités](#)

Encadré : [L'intervention du CRDI](#)

[De nouvelles approches de la gestion des conflits sur les ressources naturelles](#), par John Eberlee

[Une solution communautaire aux conflits sur la gestion des ressources au Laos](#), par Keane Shore

Résolution des conflits sur les ressources naturelles aux îles Galapagos, par Keane Shore

Cultiver la paix : Conflits et collaboration dans la gestion des ressources naturelles, sous la direction de Daniel Buckles; une édition du CRDI, 2001.

Cornell/PEC — Program on Environment and the Community

Eastern Mennonite University, Conflict Transformation Program

Instituto Peruano de Resolución de Conflictos, Negociación y Mediación

Overseas Development Institute

Universidad para la Paz

Programme d'études sur la paix et les conflits, Université de Toronto

Institut pour la résolution des disputes, Université de Victoria

Groupe de la Banque mondiale